

Piketty impose son analyse des inégalités

Christian Chavagneux, *Alternatives Economiques* n° 336, juin 2014

L'étude historique et comparée de Thomas Piketty bouleverse la réflexion économique sur les inégalités. Sa résonance est particulièrement forte aux Etats-Unis.

A quoi reconnaît-on un grand économiste américain ? C'est quelqu'un à qui l'on a demandé de donner son avis sur le dernier livre de Thomas Piketty ! De Paul Krugman à Joseph Stiglitz en passant par l'ancien conseiller de Barak Obama, Lawrence Summers, sans oublier Robert Solow ou James Galbraith, tout ce que les Etats-Unis comptent d'experts reconnus y ont été de leurs commentaires.



Le capital au XXIe siècle a fait un tabac dès sa sortie en avril aux Etats-Unis. Et on parie que le succès sera identique dans les 25 pays qui ont acheté les droits du livre et vont bientôt le mettre en vente ! Non content d'être devenu l'un des sujets phares du débat universitaire, l'ouvrage se glisse en tête des meilleures ventes de livres avec plus de 400 000 exemplaires en à peine quelques semaines dans le monde anglophone.

Il est vrai qu'il arrive au meilleur moment sur le plan politique. Depuis l'automne dernier, le président Obama a fait de la lutte contre les inégalités l'une des priorités de la fin de son mandat. C'est l'un des rares thèmes sur lesquels les sondages créditent le parti démocrate de vouloir faire quelque chose et, comme une partie du Congrès sera renouvelée à l'automne, voilà un thème politiquement porteur à mettre en avant. C'est pourquoi l'économiste français a été reçu publiquement par le ministre des Finances et les conseillers économiques d'Obama. Une mise en scène médiatique qui sert les intérêts du parti présidentiel...

Krugman, Stiglitz, Solow, Summers : des fans de haute volée !

Peu d'économistes français peuvent s'enorgueillir de voir leur travail recevoir les louanges de leurs collègues américains les plus influents. Dans un débat organisé par la City University of New York, le 16 avril dernier, on a ainsi pu voir Thomas Piketty présenter les thèses de son livre pendant un peu plus d'une demi-heure, tandis que Joseph Stiglitz et Paul Krugman attendaient patiemment leur tour de simples discutants ! Une dizaine de minutes pour dire tout le bien qu'ils pensaient du travail du Français.

Dans un texte pour la prestigieuse *New York Review of Books*, Krugman écrit que *Le capital au XXIe siècle* est "un livre qui va changer la façon à la fois dont nous pensons les sociétés et celle de faire de l'économie". Le professeur de Princeton soutient la proposition de la fin de l'ouvrage qui consiste à mettre en oeuvre une taxe sur le capital.

De son côté, Robert Solow, l'un des patriarches de la science économique américaine, généralement avare de compliments, propose pas moins de douze pages de résumé élogieux du livre. Sa seule remarque consiste à souligner qu'il lui paraît impossible, dans le contexte politique américain, de voir mettre en oeuvre une politique de taxation de la richesse aux Etats-Unis.

L'ancien conseiller de Barak Obama, Lawrence Summers, propose carrément pour Piketty le "prix Nobel d'économie" (en fait un prix attribué par la Banque de Suède) ! Summers rappelle que le livre bénéficie d'un bon *timing* politique au moment où le président Obama fait de la lutte contre les inégalités une de ses priorités. Et il s'amuse à mettre en scène l'anglais si français de notre économiste, soulignant que "son accent facilement compréhensible et un peu exotique est parfait pour les médias" !

L'économiste américain avance tout de même deux critiques. D'un côté, à force d'accumuler du capital, les occasions de placements très rentables vont finir par être rares et le rendement du capital va diminuer, ce qui contribuera à maîtriser les inégalités. Certes, mais cela peut se produire à un moment où les inégalités sont devenues bien plus importantes qu'aujourd'hui. D'un autre côté, un regard sur la liste des 400 Américains les plus riches, établie par le magazine *Forbes*, montre que moins de 10 % des présents sur la liste de 1982 y sont encore en 2012, remettant en cause l'idée d'une fortune accumulée au fil des ans. Mais l'éloge est bien là : *"le livre mérite toute l'attention qu'il reçoit"*, car il représente *"une contribution profondément importante"* à la compréhension de la dynamique des inégalités.

Mais le succès intellectuel du livre tient d'abord à la qualité du travail produit par l'économiste français : une remarquable étude empirique, sur plusieurs siècles et dans plusieurs pays, qui démontre que les inégalités de revenus et de patrimoine sont en train d'exploser dans les grands pays industrialisés. Il suggère même qu'elles pourraient revenir vers les niveaux du capitalisme sauvage de la fin du XIXe siècle.

Une nouvelle idée dominante

La force des travaux de Thomas Piketty se lit au fait qu'ils sont en train de s'imposer comme la nouvelle idée dominante. Une preuve récente en a été fournie par une étude publiée en mai par l'OCDE¹, l'institution qui regroupe les vieux pays industrialisés et quelques émergents, l'un des endroits où s'établit la "bien-pensance" économique mondiale.

Utilisant les bases statistiques regroupées par Piketty et le groupe d'économistes qui accompagne son travail, l'institution commence par rappeler combien les inégalités ont progressé au cours des trente dernières années, Etats-Unis en tête. La part des revenus accaparés outre-Atlantique par le 1 % des plus riches a pratiquement doublé, pour atteindre quasiment 20 % du total. Une progression qui a, de plus, surtout profité aux plus riches des plus riches. En effet, toujours aux Etats-Unis, le 0,1 % les plus fortunés accapare 8 % des revenus, à comparer aux 4 % à 5 % détenus au Canada, au Royaume-Uni et en Suisse, et aux 3 % environ en Australie ou en France. On comprend mieux pourquoi l'Oncle Sam, ses politiques, ses journaux et ses économistes se sont sentis particulièrement concernés par les analyses de Thomas Piketty.

Supersalaires

L'OCDE souligne également que même pour les 10 % les plus riches, ce sont les revenus du travail qui représentent la source prioritaire de leurs revenus. Il faut monter sur les plus hauts barreaux de l'échelle sociale, chez le 0,01 %, pour que les revenus du capital prennent une place importante, un peu plus de 30 % du total en Espagne, en Italie ou aux Etats-Unis, et presque 60 % en France pour les 5 000 personnes concernées.

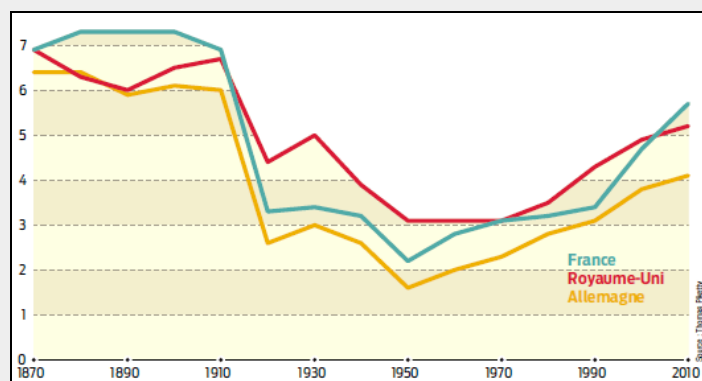
L'une des raisons généralement avancées pour expliquer que les plus riches ont vu leurs revenus salariaux fortement progresser est qu'avec la mondialisation, les plus qualifiés, capables d'en profiter le plus, en auraient touché les bénéfices. Si c'était le cas, la progression des salaires des mieux payés aurait dû se retrouver avec à peu près la même intensité dans tous les pays où la mondialisation a progressé. Or, ce n'est pas ce que l'on peut constater, les disparités sont grandes entre les pays.

¹ *Focus on Top Incomes and Taxation in OECD Countries. Was the Crisis a Game Changer?*, OCDE, mai 2014, accessible sur www.oecd.org/social/inequality.htm. Le FMI fait aussi la promotion de ces idées.

Le retour en force du capital

Ces trois courbes en "U" résument parfaitement la thèse du livre de Thomas Piketty. Elles indiquent l'évolution de la valeur des patrimoines privés exprimés en années de revenu national. En clair, on se rapproche dangereusement de l'ampleur des inégalités patrimoniales observée pendant la Belle Epoque. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les patrimoines privés, qu'ils soient immobiliers, financiers ou professionnels, avaient une valeur équivalente à six ou sept années de revenu national. Un niveau considérable. D'autant plus que ces valeurs sont nettes de dettes.

Valeur du capital privé en années de revenu national



Dans les années 1950, on était retombé à deux années de revenu national. Mais depuis, le capital revient en force, jusqu'à côtoyer les sommets atteints à la fin du XIXe siècle. Comme le montre Thomas Piketty, cela s'explique par le retour à un régime de croissance économique relativement lente. Cette croissance poussive donne "une importance disproportionnée" aux patrimoines issus du passé. Car ce que rapporte le capital en une année, sous forme de profits, de dividendes, d'intérêts ou encore de loyers, augmente plus vite que l'accroissement annuel de la production et des revenus. Reste à savoir si le U va se transformer en J...

Laurent Jeanneau

Une autre explication tient au poids croissant de la finance, de ses rémunérations pharaoniques et du mauvais exemple qu'elle donne aux autres secteurs. De fait, une étude du sociologue Olivier Godechot a montré qu'entre 1996 et 2007, la moitié de la progression des inégalités en faveur des très hauts revenus s'expliquait par le boom des rémunérations dans la finance.

Le FMI et l'OCDE séduits

Mais, insistent les experts de l'OCDE, une autre cause importante a joué son rôle : les politiques fiscales ont été de plus en plus favorables aux plus riches, aussi bien par l'abaissement des tranches les plus hautes d'imposition que par la diminution de la taxation des profits des entreprises et des dividendes. La crise a certes stoppé la tendance et même réorienté les politiques fiscales vers un accroissement de l'imposition des plus riches, mais, faisant siennes les conclusions du Fonds monétaire international (FMI) placé sur la même longueur d'onde, l'OCDE conclut qu'"il existe encore des marges de manoeuvre pour accroître les taux supérieurs afin de maximiser les recettes fiscales".

C'est exactement l'orientation que propose Thomas Piketty lorsqu'il souhaite, à la fin de son livre, voir la mise en oeuvre d'un impôt progressif sur le capital (par exemple 0 % en deçà d'un million d'euros de fortune, 1 % entre 1 et 5 millions, 2 % au-delà, etc.). L'idéal serait qu'il soit mis en oeuvre au niveau mondial. Ou au moins au niveau régional : l'Europe pourrait le faire, les Etats-Unis également.

Que l'idée d'augmenter les impôts sur les riches soit aujourd'hui jugée pertinente dans les couloirs du FMI et de l'OCDE aussi bien qu'auprès de Joseph Stiglitz et Paul Krugman, souligne combien, avec son livre, Thomas Piketty est en train de révolutionner la réflexion économique sur les inégalités.

Un manque de théorie

Une critique revient souvent, notamment sous la plume des économistes de gauche français : celle de l'insuffisante théorisation des faits mis au jour par Piketty. Si tous soulignent l'impressionnant travail empirique proposé par l'ouvrage, les explications avancées selon lesquelles les riches vont devenir plus riches parce que le ralentissement de la croissance démographique va entraîner le ralentissement de la croissance tout court (sur laquelle se calent les salaires), tandis que le progrès technique va contribuer à soutenir le rendement du capital paraissent trop courtes.

Michel Husson (Institut de recherches économiques et sociales, Ires) explique ainsi que *"le cadre théorique utilisé par Piketty n'est pas à la hauteur des données"*, car il ne prend pas en compte les conflits de répartition. *"Alors qu'il fait l'histoire d'un rapport social qui permet à une petite couche de la société de s'approprier une part croissante du revenu national, il renonce en pratique à faire intervenir de manière centrale les facteurs sociaux de cette lutte permanente pour le partage des richesses."*

James K. Galbraith (université du Texas à Austin aux Etats-Unis) partage le même point de vue - agrémenté d'une petite pointe de jalousie de la part d'un auteur qui a beaucoup écrit sur les inégalités sans être autant célébré. Galbraith propose de lutter contre les écarts grandissants de richesse en augmentant le salaire minimum, en soutenant les syndicats et en taxant les profits des entreprises et les revenus du capital.

Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, soutient la même thèse. Mais cet expert libéral regrette que le livre ne prenne pas assez en compte tout ce qui justifie que les riches soient très riches : le talent, le niveau élevé d'éducation et *"ce très important facteur - la chance"* ! Mervyn King ne voit dans les analyses de Piketty qu'une contestation de l'économie de marché et du capitalisme bonne à *"exciter les salons intellectuels cossus de Paris et New York"*...

Pour Robert Boyer, l'un des pères fondateurs de la théorie de la régulation, avec Michel Aglietta, *"parallèlement à la sous-estimation des conflits autour de la distribution des revenus"*, l'ouvrage ne fournit pas *"de précisions suffisantes sur les enchaînements, les causalités et les théories"* des thèses qu'il avance.

Xavier Timbeau et Guillaume Allègre, chercheurs à l'OFCE, partagent ce point de vue et proposent leur propre explication. Pour eux, les riches vont pouvoir maintenir un niveau élevé de rendement de leur capital du fait de la multiplication de rentes. Ils notent un *"renouveau de la rente foncière due à une bulle immobilière robuste"*, les rentes liées aux brevets, aux positions de monopoles (Intel, Microsoft, Google, Facebook...), à la rareté croissante des matières premières. Sur la base de ce constat, la réduction des inégalités ne peut simplement passer par un impôt sur le capital, mais doit s'attaquer aux causes mêmes du rendement excessif du capital : construire des logements ou abaisser les protections liées aux propriétés intellectuelles, par exemple. *"La définition des droits des propriétaires est cruciale pour déterminer l'importance du capital dans la société."*

Le retour de l'économie politique

Thomas Piketty s'inscrit comme un héritier moderne des économistes classés à la fin du XIXe et au début du XXe siècle dans ce qu'on a appelé "l'école historique allemande". Pour ces auteurs, l'analyse de l'économie doit partir de l'observation des faits, resitués dans leur contexte historique et institutionnel. Ils privilégient l'analyse empirique, reprochant aux économistes dominants de l'époque en Europe le caractère trop abstrait de leurs modèles mathématiques, sans laisser place à l'histoire, à la transformation des structures économiques et sociales [1]. Une critique toujours valable aujourd'hui !

Ce type d'approche permet *"de réintégrer l'histoire économique et sociale dans le cœur de la discipline économique"*, apprécie Robert Boyer, ouvrant *"un espace au renouveau d'une économie politique historique"*.

Plusieurs auteurs ont également été séduits par l'effort pédagogique réalisé, loin du mode d'écriture habituel des économistes. Pour Lawrence Summers, *"Piketty écrit dans le style épique philosophique de John Maynard Keynes, Karl Marx ou Adam Smith, plutôt que dans la prose sèche et technocratique de la plupart des économistes universitaires contemporains"*. Robert Boyer salue le fait que *"Thomas Piketty entend rendre intelligibles des phénomènes réellement existants et non pas montrer sa virtuosité dans l'invention de nouveaux modèles théoriques destinés à la communauté académique"*. Qu'un économiste considère qu'il est de son devoir d'être compris par le plus grand nombre est effectivement une véritable révolution !

[1] Pour une présentation, voir "L'école historique allemande" par Gilles Dostaler, dans "L'histoire de la pensée économique", *Alternatives Economiques*, hors-série n° 73, 3e trimestre 2007.

Le *Financial Times* suscite la controverse

Dans son édition du 24 mai dernier, le *Financial Times*, célèbre quotidien britannique proche des milieux d'affaires, sonne la charge contre Thomas Piketty. Son journaliste, Chris Giles, n'y va pas de main morte. Il estime que les résultats obtenus par l'économiste français quant à la montée des inégalités sont *"minés par une série de problèmes et d'erreurs"*. Pour lui, *"aucune des sources de données qui sont à la base du travail de Piketty n'est complètement fiable"* ou bien il recourt *"à des ajustements qui paraissent arbitraires"* et *"il y a peu de cohérence dans la façon dont le professeur Piketty combine différentes sources de données"*. La conclusion tombe : *"La combinaison de tous ces problèmes fait que la concentration du capital aux mains des plus riches au cours des cinquante dernières années augmente de manière artificielle."* Bref, les données sont trafiquées et il n'y a pas eu de montée des inégalités !

Le *Financial Times* s'est pris une volée de bois vert en retour. Pour Branko Milanovic, qui travaille sur les données de revenus et de patrimoine depuis des décennies, *"tout le monde sait que les données sur la richesse sont approximatives"* et reposent sur *"une myriade de choix"*. Même si le chercheur, rejoint par Paul Krugman et d'autres, demande à Piketty de répondre à quelques critiques précises de Giles, tous sont d'accord pour souligner, contrairement au journaliste, que cela ne remet pas en cause les conclusions de son étude.

"Ceux qui imaginent que l'idée d'une montée des inégalités de richesse a été remise en cause sont pratiquement certains d'être déçus", affirme Krugman. En effet, comme le souligne Thomas Piketty à l'AFP, *"des études plus récentes ne font que conforter mes conclusions en utilisant des sources différentes"*. Et l'économiste français de conclure qu'en voulant mettre en doute tout son travail sur la base de la mise en évidence de données qu'il reconnaît comme imparfaites, *"le Financial Times est malhonnête"*.